

## PERSPECTIVES

# Chine : Construire des routes vers l'avenir

Juillet 13, 2017



Mark Mobius  
Executive Chairman  
Templeton Emerging Markets Group

La Chine se forge de nouveaux partenariats mondiaux et élargit son activité commerciale et son accès aux marchés par de nombreuses voies. Le pays semble ouvrir ses marchés de capitaux et avancer dans le sens d'une plus grande transparence. Nous avons observé le succès des liens aux marchés boursiers entre la Chine continentale et Hong Kong et, récemment, un nouveau lien aux marchés boursiers a été annoncé. Je pense que l'annonce récente du fournisseur d'indices MSCI déclarant vouloir inclure les grandes parts de marché de la Chine continentale dans son Indice Emerging Markets<sup>[1]</sup> dès l'année prochaine représente un vote de confiance important et confirme le fait que la croissance chinoise et la taille des marchés de capitaux doivent être prises en compte par les investisseurs.

Il semblerait que l'ancienne route commerciale chinoise, la « Route de la Soie », date de la Dynastie Han, il y a plus de 2000 ans. L'importance du commerce de la soie dans la région a inspiré le nom de ce réseau de routes de commerce terrestres et maritimes reliant la Chine, l'Asie centrale et le monde arabe et qui s'étend jusqu'aux continents africain et européen.

En 2013, le président chinois Xi Jinping a annoncé officiellement des projets de développement d'un système de réseaux moderne comprenant des chemins de fer, des ports, des pipelines et même des autoroutes électroniques de communications. L'initiative « One-Belt One-Road » (OBOR) a pour objectif de transformer les intérêts économiques et diplomatiques dans la région et s'opère sous forme d'investissements dans les différents pays qui adhèrent au programme.

En 2014, la Chine a créé un fonds spécial de plusieurs milliards de dollars destiné à financer divers projets d'infrastructure le long des routes OBOR, créant ainsi de nouveaux couloirs économiques. On considère que cette initiative est probablement la plus importante de ce type jamais lancée par un seul pays. L'OBOR couvre actuellement plus de 60 pays.

La partie maritime du programme prévoit des ports longeant la côte chinoise, à Hanoi au Vietnam, à Kuala Lumpur en Malaisie, à Jakarta en Indonésie, à Kolkata en Inde, à Colombo au Sri Lanka, à Nairobi au Kenya et à Athènes en Grèce, où les Chinois ont acquis le port de Piraeus. J'ai été témoin du fait que la Chine passe des paroles aux actes lors de mon dernier voyage au Sri Lanka. Sur le front d'eau de Colombo se trouvait un tout nouveau port de conteneurs géants construit par les Chinois et capable de recevoir les plus grands navires porte-conteneurs au monde.

Une partie des routes terrestres prévues par le projet débutera à Xian et Urumqi, dans l'ouest de la Chine, puis traversera le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, en Asie centrale, puis Téhéran en Iran, Ankara en Turquie, Moscou en Russie et Rotterdam aux Pays-Bas. Bien entendu, il est probable que quelques autres pays, tels que le Pakistan et la Géorgie en tirent également parti à mesure que la coopération commerciale et énergétique se développe dans les différentes zones de la région.

À la mi-mai cette année, la Chine a accueilli un sommet de l'OBOR de haut niveau. Un certain nombre de nouveaux investissements a été annoncé lors de ce sommet, amplifiant ainsi ce qui se produit déjà depuis 2013 (année de lancement de l'OBOR). Durant le sommet, la Chine s'est engagée à verser plus de 100 milliards de dollars pour de nouveaux investissements.

Les agents mandatés ont également annoncé que des sociétés chinoises avaient établi 56 zones de coopération économique dans plus de 20 pays. La Chine accroît son investissement dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, car ces régions constituent un lien stratégique entre la Chine et l'Europe. Des accords signés avec l'Ouzbékistan ne sont qu'un exemple de l'impact conséquent des investissements chinois. Les deux pays ont signé de nombreux accords de plusieurs milliards de dollars portant notamment sur des infrastructures énergétiques et un contrat de fourniture de gaz avec la Chine.

Les couloirs de transports relient un système de chemins de fer couvrant la Chine, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et l'Afghanistan et desservent également des ports maritimes au Pakistan et en Iran. Lors de la conférence soulignant l'importance des pays du Caucase, la Chine a également signé un accord de libre-échange avec la Géorgie. L'un des attraits de la Géorgie est l'accord d'association signé entre le pays et l'Union européenne (UE). Les joint ventures chinoises en Géorgie pourraient ainsi bénéficier d'un traitement préférentiel de leurs produits au sein des marchés de l'UE.

Je suis d'avis que le programme OBOR est susceptible de bénéficier à de nombreuses sociétés chinoises, mais a d'importantes répercussions sur d'autres pays dans la région et au-delà. Tandis que l'impact initial du programme devrait se faire sentir plus fortement dans certains pays d'Asie, je perçois également l'Afrique comme l'un des principaux bénéficiaires par la suite. Bien que les pays africains ne se trouvent pas sur la trajectoire directe du programme « One-Road », ils seront inclus dans les projets maritimes « One-Belt », différentes améliorations au niveau des infrastructures étant déjà en marche. Certains pays d'Europe pourraient également bénéficier du programme une fois qu'il sera conclu et que de nouveaux partenariats commerciaux et d'investissement se seront développés.

Si la Chine a instauré ce programme pour stimuler sa position et puissance économiques, je pense que les Chinois n'en seront pas moins prudents et ne favoriseront pas indument les sociétés nationales impliquées dans les différents projets OBOR. Le fait est qu'il apparaît clairement que la Chine souhaite davantage de commerce mondial et que de nombreux pays et sociétés impliqués dans cet effort en tireront parti. Bien entendu, d'autres n'en bénéficieront peut-être pas du tout, ce qui souligne l'importance d'une sélection hautement efficace en tant qu'investisseur dans ces marchés.

### **Une note sur la Chine et la finance**

Tandis que quelques observateurs considèrent qu'il est probable que le programme OBOR bénéficie à la Chine et plusieurs autres pays sous différents aspects, il existe également des risques. La Chine a réuni un consortium de banques et de fonds afin d'aider les projets liés à l'OBOR, mais l'état du système financier chinois préoccupe toujours de nombreux investisseurs. La Chine fait face à des défis intérieurs à mesure que son économie continue de s'écarter du modèle centré sur les exportations. Le rythme de croissance de la Chine a quelque peu ralenti au cours de ces dernières années et les craintes concernant la surcapacité de certains secteurs font surface.

Une forte appréhension se fait sentir en particulier en ce qui concerne le « système bancaire parallèle » en Chine, c'est-à-dire les transactions financières en-dehors du système formel qui manquent d'un filet de sécurité robuste. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles une agence de notation importante a récemment revu à la baisse la performance de la Chine, bien que le pays conserve une notation « investment grade ».

Certains signes laissent comprendre que le gouvernement chinois prend des mesures pour régler certains excès du secteur financier, en particulier en matière de vente de produits de gestion du patrimoine—une composante essentielle du secteur bancaire parallèle.

En juin, les autorités chinoises ont ordonné aux banques de suspendre les opérations commerciales avec une holding chinoise qui possède plusieurs filiales proposant des services financiers. Il a été annoncé que le dirigeant de la société se trouvait « temporairement dans l'incapacité de remplir ses fonctions pour des raisons personnelles ». Apparemment, les craintes du gouvernement portaient sur des ventes de produits financiers à haut rendement à des clients afin d'alimenter des actifs immobiliers et bancaires à l'étranger.

J'ai récemment été à New York et j'ai remarqué que le fameux hôtel Waldorf-Astoria était fermé et barricadé. En 2015, il a été acheté par la même holding chinoise mentionnée plus haut. Le plan annoncé consistait à convertir une partie de l'hôtel en logements en co-propriété, ce qui a déplu aux admirateurs de cet hôtel emblématique de style Art-déco.

Cette acquisition a fait l'objet de toutes les attentions et a probablement provoqué des froncements de sourcils à Pékin. Les autorités tentent d'endiguer les sorties de fonds en devise étrangère afin d'empêcher un affaiblissement de la devise chinoise. D'après moi, une fois le renminbi stabilisé et dès que la confiance sur le marché intérieur sera à la hausse, il sera plus aisé pour les autorités de poursuivre leurs réformes financières à long terme.

À l'approche du XIXe Congrès du Parti communiste l'automne prochain, je pense qu'il sera important pour le président Xi de chercher à assurer la stabilité financière et de prouver sa capacité à présider un système financier stable, pour que les marchés boursiers et obligataires chinois attirent davantage de participations au programme OBOR.

*Les commentaires, opinions et analyses du présent document sont communiqués à titre d'information uniquement ; ils ne sauraient être considérés comme un conseil d'investissement individuel ou comme une recommandation d'investir dans un quelconque titre ou d'adopter une quelconque stratégie d'investissement. Les conditions économiques et de marché étant susceptibles d'évoluer rapidement, les commentaires, opinions et analyses sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis. Les présentes ne constituent pas une analyse exhaustive de tous les aspects importants d'un pays, d'une région, d'un marché, d'un secteur, d'un investissement ou d'une stratégie.*

## **Mentions légales importantes**

Tout investissement comporte des risques, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques, notamment liés aux fluctuations des taux de change, à l'instabilité économique et à l'évolution de la situation politique. Investir sur les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, implique des risques accrus concernant ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité inférieure et à l'absence de cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés de valeurs mobilières. Les risques liés à l'investissement sur les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change. Les prix des actions peuvent fluctuer, parfois rapidement et fortement, en raison de facteurs propres aux sociétés individuelles, aux secteurs particuliers ou aux conditions de marché générales.

[\[1\]](#) Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir. Ils ne tiennent pas compte des honoraires, des dépenses et des frais de vente.